

**Accord interprofessionnel**

**ARTISANAT  
(Poitou-Charentes)**

---

ACCORD DU 7 DÉCEMBRE 2010  
RELATIF À LA COMMISSION PARITAIRE RÉGIONALE

NOR : ASET1150215M

---

Les parties signataires confirment la nécessité de renforcer la proximité entre les besoins des entreprises incluses dans le champ d'application de l'accord du 12 décembre 2001 et de leurs salariés et d'organiser le dialogue au niveau territorial.

Elles rappellent par ailleurs que pour les secteurs de l'artisanat, composés de petites entreprises, la négociation relève notamment de la branche professionnelle.

Dans ce cadre, les parties signataires conviennent :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Création*

Conformément aux dispositions de l'accord du 12 décembre 2001 relatives au développement du dialogue social dans l'artisanat, l'UPAR Poitou-Charentes et les organisations régionales syndicales représentatives décident de renforcer le dialogue social, de créer un lieu de dialogue et d'échange, afin de mettre en œuvre des actions concertées, sous la dénomination de commission paritaire régionale interprofessionnelle de l'artisanat de Poitou-Charentes : CPRIA de Poitou-Charentes.

**Article 2**

*Attributions*

La CPRIA pourra notamment dans le respect des accords et des prérogatives des branches professionnelles :

1. Emploi et de la formation professionnelle :
  - participer aux actions permettant la promotion et la qualification des emplois des métiers de l'artisanat ;
  - contribuer à développer une politique régionale de formation professionnelle en direction des salariés des entreprises artisanales et promouvoir l'apprentissage ;
2. Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences : favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi dans les métiers de l'artisanat.
3. Hygiène santé sécurité au travail : promouvoir et mettre en œuvre des actions de prévention face aux risques professionnels.
4. Actions sociales : examiner dans quelles conditions les salariés des entreprises artisanales peuvent bénéficier de garanties multi-entreprises dans les champs de la prévoyance (complément maladie et retraite), du logement (1 % logement), et de certains avantages sociaux comme les chèques-vacances, titres restaurant, épargne salariale...
5. Aide au dialogue social dans l'entreprise : conseiller les entreprises artisanales et leurs salariés sur toute demande concernant l'application des droits conventionnels et plus largement sur les relations sociales de l'entreprise.

La CPRIA pourra en outre émettre des propositions (bonnes pratiques, expérimentations, etc.) en direction des branches professionnelles concernées.

**Article 3**

*Composition*

La commission paritaire régionale interprofessionnelle de l'artisanat est composée de 20 membres :

- 10 membres titulaires désignés par l'UPA régionale au titre des représentants des employeurs de l'artisanat ;

- 10 membres titulaires désignés à part égale<sup>(1)</sup> par les organisations interprofessionnelles représentatives des salariés, soit :
  - 2 par la CFDT ;
  - 2 par la CFTC ;
  - 2 par la CFE CGC ;
  - 2 par la CGT ;
  - 2 par la CGT-FO.

#### **Article 4**

##### *Fonctionnement*

La CPRIA se réunit au moins quatre fois par an. L'ordre du jour est établi en concertation entre l'UPA régionale et les organisations syndicales de salariés et la convocation est adressée au minimum 15 jours avant la date de la réunion.

Le secrétariat de la CPRIA est assuré par l'UPA régionale qui établit notamment un projet de procès-verbal de chaque réunion et l'adresse aux membres de la CPRIA.

Le règlement intérieur définit les modalités d'animation et de fonctionnement des CPRIA.

#### **Article 5**

##### *Programme d'actions et bilan annuel*

Un projet de programme d'actions est adopté chaque année et donne lieu à un bilan annuel.

La CPRIA se réserve le droit de créer une association paritaire afin de mettre en œuvre certains programmes d'actions.

#### **Article 6**

##### *Dénonciation et conditions de dénonciation de protocole d'accord*

Toute modification du présent protocole d'accord fera l'objet d'un avenant. Les parties signataires peuvent dénoncer le protocole d'accord. La dénonciation est notifiée par son auteur aux signataires du protocole d'accord avec une durée de 3 mois de préavis conformément au code du travail.

#### **Article 7**

##### *Conditions de dépôt du protocole d'accord*

Ce présent protocole d'accord est déposé auprès de la DIRECCTE région Poitou-Charentes située à Poitiers.

Fait à Paris, le 7 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

##### **Organisation patronale :**

UPA.

##### **Syndicats de salariés :**

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.

---

(1) Cette répartition pourra évoluer en fonction des résultats de la mesure d'audience des organisations syndicales de salariés, prévue par la loi.